



**ALLOCUTION
DE S.E.M MOHAMED BAZOUM**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT

**A la
77^e Session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies**

Thème :

« Un moment décisif : des solutions transformatrices à des défis complexes »

New York, le 22 Septembre 2022

**Monsieur le Président,
Excellences Mesdames et Messieurs les chefs
d'État et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,
Mesdames et Messieurs les Représentants des
Organisations Internationales,
Mesdames, Messieurs,**

Monsieur le Président,

De prime abord, permettez-moi de vous adresser mes chaleureuses félicitations, auxquelles je joins mes vœux de succès, pour votre brillante élection à la Présidence de la 77^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies.

Je voudrais saluer le leadership et l'engagement du Secrétaire Général des Nations Unies **M. Antonio Guterres** en faveur de la paix et du développement, de l'action climatique, de la maîtrise de la pandémie de la COVID19 et ses efforts soutenus dans la recherche de solutions aux différents foyers de tension à travers le monde.

Monsieur le Président,

Alors que nous sommes dans la décennie d'actions pour la réalisation des objectifs de développement durable, l'urgence climatique crée de nouveaux besoins humanitaires, en même temps qu'elle exacerbe et prolonge les défis de développement qui existent déjà.

Des preuves alarmantes, émanant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, montrent que des points de basculement majeur et des changements irréversibles du climat, ont peut-être déjà été atteints voire dépassés.

Du fait du dérèglement climatique, le continent africain est exposé à l'aggravation de l'insécurité alimentaire, au déplacement des populations, aux sécheresses récurrentes et à la pression sur les ressources en eau.

Devant l'urgence de cette situation, je me réjouis du fait que, lors du dialogue spécial de haut niveau sur « l'Afrique que nous voulons », organisé le 20 juillet 2022 sous les auspices des Nations

Unies, la communauté internationale ait reconnu que la COP 27, prévue en Egypte en novembre prochain, est une opportunité unique d'ajuster ce déséquilibre.

A cet égard, je tiens à exprimer l'attachement du Niger à la proposition des négociateurs africains d'un nouvel objectif de 1.300 milliards de dollars de flux financiers d'ici 2025 pour mieux faire face aux défis climatiques.

Au Sahel, ensemble géographique auquel appartient mon pays, les changements climatiques, qui influencent négativement les activités agricoles et pastorales ainsi que les ressources en eau, sont également la cause de sécheresses extrêmes, de pluies diluviennes et d'une augmentation des températures supérieure à la moyenne mondiale.

C'est pourquoi le Niger accorde une attention particulière à l'initiative africaine de « **la Grande Muraille Verte** », qui s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'union africaine.

Monsieur le Président,

Sur le plan sécuritaire la situation dans mon pays s'est dégradée ces dernières années de façon considérable du fait d'un environnement sous-régional particulièrement défavorable. Tout était parti, on s'en souvient, de la chute en 2011 du régime libyen auquel n'a jamais pu, jusqu'à ce jour, se substituer un pouvoir stable qui ait pu exercer une véritable autorité sur l'ensemble du pays. Du coup le vaste territoire du sud de la Libye est devenu une plateforme du crime organisé transnational où prospèrent les trafics d'armes, de drogues, de carburant et de migrants, entretenant une insécurité structurelle dans l'ensemble des pays du Sahel de son voisinage. Le Mali qui a succombé depuis 2011 à cette violence générée à partir de la Libye ne s'en est jamais véritablement remis. Il est devenu à son tour un foyer d'incubation d'un terrorisme caractéristique d'un Sahel profondément affecté par les effets du changement climatique remettant en cause la pratique de l'élevage pastoral. Cet écosystème de la violence a eu un effet d'aubaine sur les jeunes bergers des communautés les plus affectées par le dérèglement climatique chez qui se

sont développées de nombreuses vocations terroristes. Du nord du Mali ce fléau s'est propagé vers le Niger, le Burkina Faso et tente désormais de s'étendre vers les pays du golfe de Guinée. Cette violence comporte un tel potentiel de déstabilisation des institutions étatiques qu'elle a entraîné la chute des gouvernements démocratiquement élus du Mali et du Burkina Faso respectivement en 2020 et 2022.

Le Niger, en plus de ce foyer terroriste dit des trois frontières, fait aussi face au foyer du bassin du lac Tchad où opèrent les groupes relevant de la nébuleuse Boko Haram.

Monsieur le Président,

En dépit des pesantes contraintes liées à ce contexte, mon pays fait preuve d'une grande résilience basée sur une gouvernance toute de sagesse, promouvant la culture de la tolérance et de la cohésion entre les communautés ainsi que les règles de la démocratie et de l'Etat de droit. C'est cette option résolue en faveur des droits et des libertés qui a permis l'organisation des élections transparentes qui ont consacré la première

alternance à la tête de l'Etat en vertu de laquelle un Président démocratiquement élu a passé le témoin à un autre Président élu dans les mêmes conditions, en avril 2021. Notre expérience prouve s'il en est besoin que la voie la plus sûre pour conjurer les effets de la violence terroriste c'est de renforcer la démocratie.

La guerre contre le terrorisme nous impose en ce moment de consacrer des ressources importantes destinées à l'accroissement des effectifs de nos forces, à l'acquisition d'équipements adéquats et au renforcement des capacités de nos soldats. Permettez-moi de saisir la présente occasion pour remercier nos différents partenaires engagés à nos côtés dans ce combat. Je voudrais remercier particulièrement la France dont l'action à travers l'opération Barkhane constitue un atout majeur dans le rapport de forces contre nos ennemis. Je remercie également les États Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne ainsi que tous les autres pays engagés à nos côtés selon diverses modalités, toutes aussi utiles les unes que les autres.

Néanmoins, il me paraît indispensable de relever que l'engagement de la communauté

internationale dans la lutte contre le terrorisme au Sahel comporte de grandes lacunes qui méritent d'être identifiées. En effet ce terrorisme tire une grande partie de ses ressources financières du trafic transaharien de la drogue en direction de l'Europe et de l'Asie, via la Libye. L'essentiel des armes qui inondent le marché de la violence terroriste sahélienne viennent également de la Libye. Nous sommes, me semble-t-il en l'espèce, face à une problématique qui n'est pas particulièrement compliquée. Pourquoi dès lors n'a-t-il pas encore été possible de mettre en place un dispositif adéquat, avec les moyens nécessaires à cet effet pour combattre ce phénomène convenablement ? Il est grand temps en effet que notre réflexion collective acquière plus de pertinence en vue de rendre possible une action efficiente luttant contre ces trafics.

Monsieur le Président,

Malgré les grands défis auxquels nous faisons face, tels que décrits plus haut, le Niger entend rester un État solide et stable, adossé à des institutions démocratiques, résolument engagé dans le combat contre la pauvreté et pour le développement. Notre conviction profonde à cet égard est que le seul moyen réellement efficace pour combattre la pauvreté consiste dans la promotion du système éducatif. Les défis du développement pour nous sont résumées par les statistiques suivantes : un taux de croissance démographique annuel de 3,9%, un indice synthétique de fécondité moyen de 7 enfants par femme, une première maternité pour près de 50% des filles avant l'âge de 15 ans, une population à 50% âgée en moyenne de 15 ans. Ces statistiques sont en vérité symptomatiques de la faillite de notre système éducatif. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés à agir avec résolution pour améliorer les choses en la matière. Aussi notre programme vise-t-il à agir sur le double front de l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'offre scolaire. S'agissant de la qualité nous avons décidé

de mettre un accent particulier sur la qualité de la formation des enseignants et une professionnalisation de la fonction d'enseignant.

En ce qui concerne l'amélioration de l'accès, notre politique met l'accent sur la construction d'infrastructures scolaires. Il s'agit pour nous de faire valoir le principe d'équité et donner au maximum d'enfants, surtout du monde rural des chances de réussite scolaire.

L'autre aspect particulièrement important de notre programme éducatif vise l'équité du genre et réside dans la construction des internats pour les filles dans les collèges ruraux. En effet du fait de la précarité des conditions de vie des enfants dans les collèges ruraux loin de leurs parents, ceux-ci ont tendance à empêcher leurs filles de poursuivre leurs études. Ces adolescentes, aussitôt sorties du circuit scolaire sont données en mariage.

Les internats en offrant aux filles la quiétude et la sécurité souhaitées par leurs parents leur offrent en même temps des conditions pour poursuivre leurs études avec la possibilité de durer à l'école et d'y acquérir des compétences scolaires et

professionnelles. Une fille qui termine rien que son premier cycle du secondaire est mise à l'abri de deux maternités à peu près. La généralisation à grande échelle des internats des filles dans les collèges ruraux tout en contribuant à l'amélioration des performances du système éducatif contribue également à la réduction du taux de croissance démographique.

Monsieur le Président,

Si j'ai quelque peu insisté sur mes ambitions dans le domaine de l'éducation pour mon pays après avoir parlé du changement climatique, du terrorisme et de l'insécurité au Sahel, c'est parce que j'ai conscience que ces trois questions sont intimement liées. En effet le terrorisme à l'œuvre actuellement au Sahel a partie liée avec les conditions de vie de certaines communautés dont l'environnement a été passablement perturbé par les changements climatiques. Le Sahel est par ailleurs un espace qui a connu ces dernières décennies une poussée démographique particulièrement élevée. Ces deux phénomènes en se combinant, ont créé, à la faveur du désordre régional consécutif à la chute du régime du colonel à Kaddafi en 2011 la situation

de chaos que vivent nos pays aujourd'hui. C'est pourquoi s'émouvoir et dissenter sur la violence terroriste ne suffit pas. Il faut agir en investissant les ressources qu'il faut dans l'éducation pour lutter contre la violence d'aujourd'hui et surtout les violences de demain.

Je vous remercie.